



Direction : Direction du Foncier et du Patrimoine

Affaire suivie par : Justine Blache

Date : 11 septembre 2026

.....

Décision N° 26-114

PREEMPTION DE L'IMMEUBLE SIS 28 TER RUE HENRI BARBUSSE A LIMEIL-BREVANNES (94)

.....

Vu les articles L 321-29 et suivants du code de l'urbanisme relatifs à Grand Paris Aménagement ;

Vu les articles L 210 – 1 et suivants, L 213-1 et suivants, R 211-1, R 213-1 et suivants du code de l'urbanisme relatif au droit de préemption urbain ;

Vu l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux objectifs poursuivis par les actions ou opérations d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir n° CT 2024.5/102-1 en date du 4 décembre 2024 portant modification du PLU de Limeil-Brévannes et instaurant un périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global sur le secteur centre-ville ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir n° CT 2025.4/075 du 8 octobre 2025 « approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grand Paris Sud Est Avenir » ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir n° CT 2025.4/076 du 8 octobre 2025 relative à l'institution du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du Conseil de Territoire de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir n°CT2025.5/106-1 du 17 décembre 2025, relative à l'instauration d'un droit de préemption urbain renforcé sur une partie de la commune de Limeil-Brévannes ;

Vu la décision du Président de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir n° DC2026/832 du 29 juillet 2026 portant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain à Grand Paris Aménagement sur le bien situé 28 ter rue Henri Barbusse à Limeil-Brévannes, parcelle cadastrée section AM n° 139 ;



Vu la délibération du conseil d'administration de Grand Paris Aménagement n°2021-010 du 18 mars 2021 portant délégation de compétences du conseil d'administration au directeur général ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Grand Paris Aménagement 2021-22 du 26 novembre 2021 portant modification de la délégation de compétences du conseil d'administration au directeur général ;

Vu la délibération du conseil d'administration de Grand Paris Aménagement n° 2023-25 du 26 juin 2023 portant autorisation de prise d'initiative de l'opération d'aménagement « Centre-Ville/APHP » à Limeil-Brévannes ;

Vu la délibération du conseil d'administration de GPA du 25 novembre 2024 définissant les objectifs et les modalités de la concertation préalable à l'opération d'aménagement sur le secteur du centre-ville de Limeil-Brévannes ;

Vu la délibération du conseil d'administration de GPA du 16 juin 2025 approuvant le bilan de la concertation et le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) « Cœur Vert » à Limeil-Brévannes ;

Vu la convention d'interventions foncières pour l'opération d'aménagement centre-ville du 11 février 2025 ;

Vu l'avenant n°1 à la convention d'interventions foncières pour l'opération d'aménagement « centre-ville/APHP » à Limeil-Brévannes du 8 juin 2026 ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner n°9404426D0089 du bien immobilier sis 28 ter rue Henri Barbusse à Limeil-Brévannes reçue en mairie de Limeil-Brévannes le 21 juillet 2026, au prix de 305 000 euros auquel s'ajoute une commission d'agence d'un montant de 15 000 euros à la charge de l'acquéreur ;

Vu le courrier de demande unique de documents en date du 27 août 2026, signé le 28 août 2026 et notifié par lettre recommandée au notaire désigné dans la déclaration d'intention d'aliéner le 07 septembre 2026 et au vendeur le 10 septembre 2026 ;

Vu la réception des documents, par courriel de l'étude notariale, le 07 septembre 2026 ;

Vu l'avis de la Direction Nationale des Interventions Domaniales n°2026-94044-49403 en date du 27 juillet 2026 ;

Considérant que le bien immobilier objet de la déclaration d'intention d'aliéner est situé dans le quartier du centre-ville de Limeil-Brévannes ;



Considérant le Périmètre d'Attente d'un Projet d'Aménagement Global (PAPAG) mis en place sur le secteur du centre-ville de Limeil-Brévannes ;

Considérant que par délibération de son conseil d'administration en date du 26 juin 2023 Grand Paris Aménagement a pris l'initiative d'une opération d'aménagement « Centre-Ville/APHP » à Limeil-Brévannes ayant pour objectifs :

- *« Conforter et diversifier les commerces de proximité ;*
- *Développer l'offre de logement en veillant au bon dimensionnement des équipements publics ;*
- *Repenser les espaces publics, la place du piéton et développer l'accessibilité ;*
- *Créer un parc de plus de 4 ha ouvert sur la ville » ;*

Considérant qu'au cours des études menées par Grand Paris Aménagement, l'ilot A, composé notamment de la parcelle cadastrée section AM n°139, a été identifié comme étant un ilot permettant de répondre aux objectifs poursuivis par le plan local d'urbanisme de la commune d'une part et de favoriser la réalisation de l'opération d'aménagement « Coeur Vert » de Grand Paris Aménagement d'autre part ;

Considérant que les objectifs poursuivis par l'opération d'aménagement de Grand Paris Aménagement satisfont aux exigences de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que pour atteindre ces objectifs Grand Paris Aménagement doit acquérir le bien immobilier sis 28 ter rue Henri Barbusse à Limeil-Brévannes ;

Considérant l'avis rendu par la Direction Nationale des Interventions Domaniales ;

Décide :

Article 1^{er} :

De proposer d'acquérir le bien objet de la DIA, sis 28 ter rue Henri Barbusse à Limeil-Brévannes, cadastré section AM numéro 139, au prix de CENT QUATRE-VINGT-TROIS MILLE EUROS (183 000 €) auquel s'ajoute une commission d'agence de QUINZE MILLE EUROS (15 000 €) à la charge de l'acquéreur ;

Article 2 :

Conformément à l'article R 213-10 du code de l'urbanisme, le vendeur est informé qu'il dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour notifier à Grand Paris aménagement :

- son accord sur cette offre, auquel cas la vente du bien au profit de Grand Paris aménagement devra être régularisée conformément aux dispositions des articles L 213-14 et R 213-12 du Code de l'Urbanisme;
ou
- son maintien du prix figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner, et qu'il accepte que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation ;
ou
- son renoncement à vendre le bien précité. Toute nouvelle mise en vente du bien nécessitera le dépôt d'une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

A défaut de notification de la réponse dans le délai de deux mois susvisé, le vendeur sera réputé avoir renoncé à la vente de son bien.

Article 3 :

La présente décision sera publiée dans le recueil des actes à caractère réglementaire de Grand Paris Aménagement en vertu de l'article R321-12 du code de l'urbanisme ;

Article 4 :

La présente décision sera notifiée :

- au propriétaire vendeur ;
- au notaire identifié dans la déclaration d'intention d'aliéner ;
- à l'acquéreur évincé ;

Article 5 :

La présente décision sera affichée en l'hôtel de ville de Limeil-Brévannes, au siège de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Sud Est Avenir et au siège de Grand Paris Aménagement ;

Article 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou de son affichage devant le tribunal administratif compétent.

Elle peut, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux après de Grand Paris Aménagement. En cas de rejet du recours gracieux par Grand Paris Aménagement, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le tribunal administratif compétent.

L'absence de réponse de Grand Paris Aménagement dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours.

Fait à Paris, le 18 septembre 2026

Le Directeur général,
Arnaud CURSENTE

